



Numéro  
109

# *Bulletin Officiel*

Janvier 1999

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

*Janvier 1999*

TEXTES ÉMIS EN SEPTEMBRE-OCTOBRE 1998

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic  
Directeur-adjoint : François Braize  
Rédacteur en chef : Aimée Dubos  
Secrétariat de rédaction : Édith Pirio, Sylvie Bourcier  
Josiane Karkidès, Sylvie Pisani

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél : 01.40.15.77.38.

Abonnement annuel : 120 f

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction de l'administration générale**

- Page 5 Accord-cadre signé le 6 octobre 1998 entre le ministère de la culture et de la communication et le centre national de la recherche scientifique (CNRS).
- Page 9 Arrêté du 20 octobre 1998 fixant le prix des brochures de la collection *Protection du droit d'auteur et des droits voisins*.

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 10 Décision du 26 août 1998 portant nomination d'un régisseur de recettes auprès du Centre national de la cinématographie.
- Page 10 Décision du 7 octobre 1998 portant nomination d'un nouveau membre pour la commission régionale d'études professionnelles (C.R.E.P.) de Lyon.
- Page 11 Décision du 22 octobre 1998 portant désignation d'un régisseur intérimaire à la régie d'avance du service des Archives du film du Centre national de la cinématographie.

### **Documents signalés**

- Page 11 Commission générale de terminologie et de néologie.

## Mesures d'information

- Page 12 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 17 **Réponses aux questions écrites**

### **Divers**

- Page 23 Dérogations aux délais vidéo
- Page 24 Bulletin d'abonnement



# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### Accord-cadre signé le 6 octobre 1998 entre le ministère de la culture et de la communication et le centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Accord-cadre entre

L'État, ministère de la culture et de la communication, dont le siège est à Paris 1<sup>er</sup>, 3, rue de Valois, ci-après dénommé MCC, représenté par la ministre de la culture et de la communication,

d'une part, et

Le Centre national de la recherche scientifique dont le siège est à Paris 16<sup>ème</sup>, 3, rue Michel-Ange, établissement public à caractère scientifique et technologique, ci-après dénommé CNRS, représenté par son directeur général,

d'autre part

Considérant le bilan positif de l'accord-cadre signé le 8 juillet 1992 par le ministère chargé de la culture et le CNRS qui a permis depuis cette date :

- de mener une politique concertée dans les domaines de recherche communs grâce au comité de pilotage mis en place et à la participation de représentants et experts des deux organismes aux conseils scientifiques concernés,
  - de développer les coopérations contractuelles entre laboratoires du CNRS et services du MCC et établissements publics sous tutelle du MCC, notamment en créant plusieurs unités mixtes de recherche et unités associées, et en favorisant leur participation à des formations doctorales,
  - de faciliter l'attribution de bourses et d'allocations de recherche, les mises à disposition et détachements de personnels en fonction des programmes de recherche retenus conjointement,
  - de mener en partenariat des opérations de diffusion et de valorisation des résultats en soutenant tout particulièrement la publication d'ouvrages et de revues scientifiques, et la réalisation de bases de données en ligne et hors ligne ;
- considérant l'extension depuis 1996 des compétences du MCC aux domaines de l'architecture et du projet

urbain, de la langue française, de la communication et de la culture scientifique, technique et industrielle ;  
considérant le rôle que doivent jouer deux institutions actuellement en création, le musée des arts et des civilisations et l'institut national d'histoire de l'art, en faveur de nouvelles collaborations entre les milieux de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

considérant l'importance des enjeux scientifiques, juridiques, culturels et économiques du programme d'action gouvernementale en faveur de la société de l'information et d'une participation active et coordonnée des laboratoires du CNRS, des services du MCC et des établissements sous tutelle du MCC en vue de son accomplissement ;

considérant la nécessité pour le MCC d'être associé - en ce qui concerne les unités et programmes auxquels il participe - à la contractualisation entre le CNRS et les universités lancée en 1995 par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

considérant l'implication croissante des sciences pour l'ingénieur dans le monde de la culture et de la communication ;

considérant l'intérêt d'une meilleure prise en compte des problématiques propres au MCC dans les axes interdisciplinaires en sciences de l'homme et de la société pilotés par le CNRS ;

le MCC et le CNRS conviennent de fixer dans un nouvel accord-cadre les principes de base de la coopération et les grandes lignes de sa mise en œuvre.

Ceci exposé, et considérant l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la recherche énumérés en annexe I, il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **Art. 1<sup>er</sup>. - Objet de la coopération**

Le MCC et le CNRS estiment que la confrontation régulière de leurs perspectives de recherche, de développement technologique, de valorisation et de diffusion des résultats, et que la mise en œuvre de mesures conjointes dans les domaines intéressant le patrimoine artistique et culturel national, les enseignements et la création artistique, les enseignements de l'architecture et la politique de la ville, la société de l'information, sont nécessaires :

- pour mieux harmoniser les programmes de recherche en archéologie préventive et programmée sur le

territoire national, en histoire de l'art, en ethnologie, dans les disciplines intervenant dans la conservation et la restauration des biens culturels, dans les domaines de l'architecture et du projet urbain, en recherche musicale, en sociologie, économie et droit de la culture et de la communication, en sciences cognitives appliquées aux champs de la culture et de la communication ;

- pour favoriser la conception et la mise au point de méthodes scientifiques, d'outils techniques, de logiciels et de systèmes d'information intégrant le multilinguisme au sein d'unités mixtes et de laboratoires relevant des départements des sciences chimiques et des sciences pour l'ingénieur du CNRS ;
- pour renforcer le croisement de leurs approches des questions urbaines, notamment dans le cadre du programme interdisciplinaire de recherche sur la ville ;
- pour inciter à des recherches concertées sur les collections et les fonds au sein de l'institut national d'histoire de l'art et du musée des arts et des civilisations ;
- pour coordonner la conception, la réalisation et la publication de catalogues, répertoires, inventaires scientifiques et bases de données impliquant notamment la numérisation de fonds documentaires ;
- pour développer la culture scientifique, technique et industrielle, par des recherches en histoire des sciences, des techniques et de l'entreprise et par la réalisation de publications, d'expositions, d'audiovisuels, de sites en ligne, de cédéroms etc.

Ces activités et programmes ont également pour but d'accroître le décloisonnement des équipes de recherche concernées dans une perspective interdisciplinaire et de favoriser la constitution de pôles de recherche, en regroupant les moyens des deux parties.

Elles visent aussi à susciter de nouvelles coopérations internationales entre laboratoires de recherche et institutions culturelles susceptibles de contribuer au rayonnement scientifique et culturel de notre pays.

#### **Art. 2. - Nature de la coopération**

La coopération entre le MCC et le CNRS peut prendre des formes diverses comme :

- la création d'unités communes (unités mixtes, associées, de service, etc.) auxquelles des moyens de fonctionnement et d'investissement sont alloués et où des personnels des deux organismes peuvent être affectés ;
- la participation à des structures fédératives, par soutien financier des deux organismes ;
- la participation par voie contractuelle d'un service du MCC à des programmes développés par le CNRS, ou la constitution de programmes spécifiques communs ;
- la participation d'agents d'un organisme à des activités développées dans une unité relevant de l'autre organisme ou à des programmes identifiés faisant l'objet d'une

convention particulière ;

- toute autre forme de collaboration ayant trait à la recherche, la formation à et par la recherche, la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche. Les modalités de cette collaboration seront définies par des conventions spécifiques.

Ces collaborations peuvent être étendues à des organismes tiers français ou étrangers lorsque les deux parties l'estiment souhaitable et sous réserve de l'accord des organismes tiers concernés.

La liste des unités, programmes et personnels (affectés ou mis à disposition) nommément concernés est jointe en annexe ; elle est mise à jour annuellement.

#### **Art. 3. - Conventions particulières**

Pour chacune des actions effectuées en collaboration, un accord particulier sera établi et signé par les deux parties en référence à l'accord-cadre ; il aura pour but de préciser les objectifs communs de recherche, la durée prévue du programme, les moyens en locaux, en crédits et en personnels affectés au programme ou mis à disposition, le ou les noms des responsables scientifiques, la composition des instances chargées du suivi et de l'évaluation des recherches ainsi que de leur exploitation, en référence aux règles en vigueur dans les deux organismes, et prévoira les dispositions tenant à la propriété et la valorisation des résultats.

En cas de création d'une unité commune associant le MCC au CNRS et à un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche, l'annexe spécifique UMR intégrée au contrat quadriennal prévoira la signature de l'ensemble des partenaires de l'unité.

Le MCC et le CNRS conviennent de ce qu'aucune convention de recherche particulière entre un établissement public sous tutelle du MCC et le CNRS ne pourra être souscrite par le CNRS sans information préalable du comité de coordination figurant à l'article 4.

#### **Art. 4. - Contrôle et suivi de la coopération**

La coopération entre le MCC et le CNRS implique l'organisation régulière d'une concertation. Celle-ci prend appui :

- \* sur la nomination de scientifiques appartenant à chacun des deux organismes au sein des instances de décision et de concertation de l'autre, dans les domaines de recherche communs, qu'il s'agisse des instances permanentes ou des comités scientifiques d'appels d'offre de recherche ;
- \* sur un comité de coordination qui a pour rôle :
  - de veiller à la mise en œuvre de l'accord-cadre et de tous les contrats particuliers, d'en suivre le

déroulement, d'en faire évaluer les résultats, les incidences régionales et internationales, et de proposer à chacun des partenaires tout nouveau projet ou modification susceptible d'améliorer la coopération en conformité avec les procédures des parties ;

- d'aider au montage de nouvelles opérations de recherche entrant dans l'accord-cadre et de s'efforcer de mobiliser différentes formes d'aide complémentaire, notamment en matière de bourses et allocations de recherche ;
- de présenter un rapport annuel au Conseil ministériel de la recherche du MCC sur l'état d'avancement de l'ensemble de la coopération et d'en rendre compte au sein des instances d'évaluation concernées propres au CNRS ;
- de mettre en œuvre des opérations de valorisation et de diffusion des résultats de la coopération ;
- de suivre les mouvements de personnels du MCC et du CNRS participant aux différents programmes de l'accord-cadre.

Le comité de coordination se réunit au moins une fois par an suivant un ordre du jour élaboré par les parties et transmis à l'avance à chacun des participants. Il peut être réuni à la demande de l'une ou l'autre des parties.

#### La composition du comité de coordination

Le comité de coordination est composé de cinq représentants du MCC et de cinq représentants du CNRS désignés respectivement par chacune des parties pour une durée de quatre ans.

Il comprend de droit le chef de la mission de la recherche et de la technologie du MCC ou son représentant et le directeur des sciences de l'homme et de la société du CNRS ou son représentant.

Selon l'ordre du jour, il peut s'adjoindre en cas de besoin des représentants des différents départements, directions, établissements concernés.

Il est présidé alternativement par période d'un an par un représentant de l'une des parties. Son secrétariat est confié à la mission de la recherche et de la technologie du MCC qui centralise l'ensemble des informations relatives à l'accord-cadre.

#### **Art. 5. - Personnels**

Dans le contexte de l'accord-cadre et des contrats particuliers subséquents, le MCC comme le CNRS peuvent être amenés à mettre à disposition ou à détacher auprès de l'autre partie certains membres de leur personnel.

Ce personnel se trouve alors placé sous l'autorité du directeur de service ou de l'unité concernée et doit se conformer au règlement intérieur de l'établissement

dans lequel il travaille.

Dans le cas des personnels du CNRS, les mises à disposition dans les services centraux ou à compétence nationale sont effectuées auprès du MCC à la mission de la recherche et de la technologie qui dispose du statut de service de recherche pour l'ensemble du MCC.

Chacune des parties continue d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère toutes les obligations civiles, sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline). Les éléments d'appréciation scientifique et technique indispensables à l'évaluation sont fournis par l'établissement qui utilise effectivement les services de l'agent.

Le MCC et le CNRS assument chacun la responsabilité dans les conditions légales des dommages causés par leurs agents respectifs à l'occasion de l'exécution des programmes du présent accord-cadre.

#### **Art. 6. - Échanges d'information**

Les co-signataires s'engagent à s'adresser mutuellement dans leurs domaines de préoccupations communs tous documents, publications et informations de nature susceptible de faciliter la connaissance réciproque de leurs travaux en cours ou achevés et des modalités administratives de leur exécution.

#### **Art. 7. - Diffusion de l'information et de la culture scientifique et technique**

Dans le domaine de l'information et de la culture scientifique et technique, outre leurs actions propres de diffusion, le MCC et le CNRS peuvent entreprendre des actions conjointes ; il en est de même dans le secteur de la documentation, imprimée ou informatisée en ligne et hors ligne.

Toute publication concernant les résultats de recherches effectuées au sein d'une unité ou d'un programme concerné par le présent accord-cadre doit porter la mention MCC-CNRS.

#### **Art. 8. - Propriété intellectuelle**

Le régime de propriété des œuvres, produits ou autres résultats de recherches communes et les procédures de valorisation mises en place par les parties seront prévues par les conventions particulières. Pour ce qui concerne les UMR en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur, les dispositions générales applicables aux unités mixtes de recherche s'appliquent.

#### **Art. 9. - Durée et renouvellement de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de quatre ans à compter de la date de sa signature



par les deux parties. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de même durée. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée envoyée six mois avant la date d'échéance.

#### Art. 10.

Le présent accord-cadre sera publié au *Bulletin officiel* du MCC et au *Bulletin officiel* du CNRS.

Le directeur général du  
Centre national de la recherche scientifique  
Catherine Bréchnignac

Pour la ministre de la culture et de la communication  
Le directeur du cabinet  
Marc Sadaoui

### ANNEXES

#### Annexe I

Arrêté du 17 janvier 1990 portant organisation de la recherche au ministère de la culture et de la communication ;

Décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics à caractère scientifique et technologique ;

Décret n° 91-384 du 18 avril 1991 fixant la liste des services de recherche et établissements publics dont les personnels sont admis au bénéfice des dispositions du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 17 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 modifié d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;

Décret n° 91-486 du 14 mai 1991 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture.

#### Annexe II

#### LES UNITÉS ET OPÉRATIONS EN PARTENARIAT AU 1<sup>er</sup> JANVIER 1998

##### Les unités mixtes de recherche (UMR)

- Laboratoire de recherche sur le patrimoine français ( 22)
- Centre d'information et de documentation sur la

- recherche musicale (9912)
- Laboratoire d'acoustique musicale (7604)
- Milieux, techniques et cultures préhistoriques (5808)
- Archéologie de la Bourgogne, le premier millénaire avant J.-C. (5594)
- Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques (23)
- Centre de recherches archéologiques Indus-Baluchistan (9993)
- Anthropologie et paléoenvironnement des civilisations armoricaines et atlantiques (6566)
- Les populations du passé : biologie, évolution, pratiques funéraires (5809)
- Sociétés de la protohistoire et de l'Antiquité en France méditerranéenne - culture de Lattes (154)
- Laboratoire des organisations urbaines (LOUEST) (7544)
- Centre d'études supérieures de la Renaissance (6576)
- Préhistoire et paléoenvironnements quaternaires dans le bassin Méditerranéen (5590)
- Laboratoire de recherche des musées de France (LRMF) (171)
- Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (200)
- Centre d'ethnologie française (CEF) (306)
- Unité toulousaine d'archéologie et d'histoire (5608)
- Architecture, urbanisme, société, territoires en mutations (7543)
- Modélisation et simulation pour l'architecture, l'urbanisme et le paysage (694)
- Ambiances architecturales et urbaines (1563)
- Économies, sociétés et environnement préhistoriques (n° en cours)

##### Les unités de recherche associées (URA)

- Atelier d'études et de recherches du Centre de musique baroque de Versailles (1516)
- Institut d'égyptologie thébaine (INET) (1064)
- Centre d'études d'histoire juridique (2014)

##### Les groupements de recherche (GDR)

- Pratiques monétaires dans le monde antique - monnaies et médailles (982)
- Instruments de recherche en histoire de l'art moderne et contemporaine : problèmes de méthode (712)

##### Les unités hébergées par la MCC

- Institut des textes et manuscrits modernes (UPR 7)

#### Conventions pluriannuelles de recherche

- Convention « Répertoire des manuscrits littéraires contemporains » (Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM))

- . Convention «Répertoire des manuscrits enluminés» (Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT) )
- . Convention sur titre avec l'équipe Centre d'étude et de restauration des peintures murales romaines (CEPMR à Soissons)
- . Convention «Archives issues des sciences contemporaines» (Arisc)
- . Convention «topographie de Paris» (1995-1998) avec l'URA 100 : «Centre Roland Mousnier» et l'EHESS
- . Convention «Histoire de l'État et des politiques publiques en France au XX<sup>e</sup> siècle» (Institut d'histoire du temps présent)
- . Accord cadre entre le CNRS et la BNF (1997)
- . Convention pour un programme de recherches sur droit et culture (1996-1999) (CECOJI- centre d'étude et de coopération juridique internationale - antenne parisienne UMR 6567 - Ivry, et le GEROCC - groupe d'étude et de recherche sur les organisations culturelles de l'université Paris-Dauphine)
- . Convention (en cours) Institut français d'histoire sociale

### Conventions pour publications

- . Collection : «Documents d'Archéologie Française (DAf)»
- . Revues archéologiques nationales et interrégionales
- . Revue de l'art
- . Accord de coédition avec CNRS-Editions, collection « Conservation des biens culturels » et collection Corpus vitrearum
- . Collection Manuscrits avec Editions Zulma et la BNF
- . Collection «Patrimoine au présent» avec la CNMHS

### Annexe III

#### Les fonctionnaires de recherche du MCC mis à disposition du CNRS au 1er janvier 1998

- 1) M. Ph. Pillot (TR/MCC), (institut de recherche en informatique de Toulouse - (IRIT))
- 2) Mme A. Alduc (IE/MCC), (UPR : centre de recherches archéologiques médiévales)
- 3) M. G. Grévin (IE / MCC), (UPR : Centre de recherche archéologique - Draguignan)
- 4) M. P. Courtaud (IE/MCC), (UMR : les populations du passé : biologie, évolution, pratiques funéraires) Bordeaux
- 5) M. C. Cadoz (IR/MCC) et Mme A. Luciani (IR/MCC), (CLIPS - Grenoble)
- 6) M. B. Lavédrine (IR/MCC),  
Mme P. Richardin (IR/MCC),  
Mme M. Rakotonirainy (IR/MCC),

- Mme C. Garnier (AI/MCC),  
Mme F. Juchaud-Chiappara (AI/MCC)  
M. F. Fohrer (TR/MCC), (UMR 23 Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques)
- 7) M. Y. Chevalier (IR/MCC), (UMR 5590 : préhistoire et paléoenvironnements quaternaires dans le bassin méditerranéen - Perpignan)
- 8) Mme Claudie Voisenat (IE/MCC) (UMR 150 centre d'anthropologie -Toulouse)
- 9) M. M.-O. Barruch (AC hors classe/MCC) IHTP - Institut d'histoire du temps présent (UPR 301)

#### Personnels du CNRS mis à disposition du MCC au 1er janvier 1998

- Mme Catherine Goguel (DR 2), Musée du Louvre - département des arts graphiques
- M. Jean-Claude Barcon (T 3), DRAC de Franche-Comté
- Mme Olga de Narp (IE 2), mission de la recherche, Direction des musées de France
- Mme Joëlle Metzger (IE 2), DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Mme Hélène Strub (IE 2), mission de la recherche, Direction des archives de France, (Institut français d'histoire sociale)
- Mme Jeanne Vincent (IE 2), DRAC Île de France.

#### **Arrêté du 20 octobre 1998 fixant le prix des brochures de la collection *Protection du droit d'auteur et des droits voisins***

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture ;

Vu le décret n° 87-346 du 21 mai 1987 relatif à la rémunération des services rendus par le ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 19 avril 1988 portant création d'une régie d'avances et de recettes à la direction de l'administration générale ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1990 relatif à l'organisation de la direction d'administration générale,

Arrête

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le prix de vente au public des brochures :

- «*La protection du droit d'auteur et des droits voisins. La radiodiffusion par satellites, la retransmission par câble, la durée de protection.*»,

- «*La protection du droit d'auteur et des droits voisins. Le droit de reproduction par reprographie.*»,

- «*La protection du droit d'auteur et des droits voisins. La protection juridique des bases de données.*»,  
est fixé à 60 F.

**Art. 2.** - Les brochures sont disponibles auprès du centre de documentation juridique et administrative du ministère de la culture et de la communication, 4, rue d'Aboukir, 75002 Paris.

Le règlement est à effectuer par chèque bancaire ou postal établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes de la direction de l'administration générale.

**Art. 3.** - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur de l'administration générale  
Frédéric Scanvic

---

## CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

### Décision du 26 août 1998 portant nomination d'un régisseur de recettes auprès du Centre national de la cinématographie

Le directeur du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18,

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret 76-70 du 15 janvier 1976,

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu l'arrêté du 14 août 1990 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'État, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 13 novembre 1991,

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1951 portant institution d'une régie de recettes au Centre national de la cinématographie, (droits d'inscription exploitants) - *Journal Officiel* du 8 février 1951.

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Mme Catherine Perdrial cesse ses

fonctions à compter du 31 août 1998.

**Art. 2.** - Mme Delaunay est nommée régisseur de recettes (droit au comptant) auprès du Centre national de la cinématographie à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1998.

L'intéressée percevra à cette date l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances fixée par l'arrêté du 14 mars 1990 modifié susvisé.

En application de l'arrêté du 20 juillet 1992 susvisé, l'intéressée est dispensée de constituer un cautionnement.

**Art. 3.** - Le directeur général du Centre national de la cinématographie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture.

Le directeur du Centre National de la cinématographie  
Marc Tessier  
Le comptable assignataire,  
Jacqueline Mora

### Décision du 7 octobre 1998 portant nomination d'un nouveau membre pour la Commission régionale d'études professionnelles (C.R.E.P.) de Lyon

Le directeur général du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique,

Vu le décret du 28 décembre 1946 relatif aux modalités d'application de la loi du 25 octobre 1946, portant création d'un Centre national de la cinématographie,

Vu la décision réglementaire n° 12 du 2 mars 1948 relative aux autorisations d'exercice de la profession,

Vu la décision du 26 juin 1998 relative à la nomination des membres des commissions régionales d'études professionnelles,

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommé membre de la commission régionale d'études professionnelles, chargée de donner un avis sur les demandes d'autorisation d'exercice de la profession d'exploitant de salles de spectacles cinématographiques pour la région de LYON, pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement de la commission en juin 2001 :  
second représentant de la distribution, en qualité de titulaire : M. Yves Le Caignec

**Art. 2.** - Le directeur général du Centre national de la cinématographie est chargé de l'application de la présente décision.

Le directeur général du  
Centre national de la cinématographie,  
Marc Tessier

**Décision du 22 octobre 1998 portant désignation d'un régisseur intérimaire à la régie d'avance du service des Archives du film du Centre national de la cinématographie**

Le directeur général du Centre national de la cinématographie,

Vu le titre 1<sup>er</sup> du code de l'industrie cinématographique,  
Vu le décret du 28 décembre 1946 modifié, relatif aux modalités d'application du titre 1<sup>er</sup> du code susvisé,  
Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971, et par le décret n° 88-691 du 9 mai 1988,  
Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,  
Vu le décret du 20 janvier 1989 portant nomination du directeur général du Centre national de la cinématographie,  
Vu l'arrêté du 22 mai 1947 constituant des régies d'avances auprès du Centre national de la cinématographie,  
Vu l'arrêté du 14 août 1990 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité accordée aux

régisseurs ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents modifié,

Vu la décision du 27 janvier 1994 relative à la régie d'avance du service des Archives du film à Bois d'Arcy désignant Monsieur Smidts Jean-Paul régisseur :

Vu la décision du 6 mars 1995,

Vu la décision du 26 janvier 1998,

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En l'absence temporaire de M. Jean-Paul Smidts, régisseur titulaire, un régisseur intérimaire, M. Jacques Flandrin-Thoniel est nommé pour une période de 6 mois à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1998, pour le paiement des mêmes dépenses du service des Archives du film.

Le directeur général du  
Centre national de la cinématographie  
Marc Tessier  
Le Contrôleur d'État  
Jean Castarède  
L'Agent comptable du  
Centre national de la cinématographie  
Jacqueline Mora  
Le régisseur intérimaire  
Jacques Flandrin-Thoniel

---

---

## DOCUMENTS SIGNALÉS

**Commission générale de terminologie et de néologie**

Liste des termes, expressions et définitions du vocabulaire de l'économie et des finances.  
in *Journal officiel* n° 187 du 14 août 1998, pp. 12462-12466.

Liste des termes, expressions et définitions du vocabulaire de l'informatique.  
in *Journal officiel* n° 235 du 10 octobre 1998, pp. 15372-15375.

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### SEPTEMBRE

#### JO n° 202 du 2 septembre 1998

Page 13452 Arrêté du 23 juillet 1998 fixant les taux de la taxe parafiscale perçue au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique.

#### JO n° 204 du 4 septembre 1998

Page 13551 Décret du 28 août 1998 portant nomination d'un conservateur général du patrimoine (M. Goven François).

Page 13551 Décret du 28 août 1998 portant nomination du directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (M. Bozonnet Marcel).

Page 13551 Décret du 28 août 1998 portant nomination d'un directeur d'école d'architecture (M. Groussard Jean-Claude).

#### JO n° 205 du 5 septembre 1998

Page 13586 Décret du 3 septembre 1998 portant classement parmi les monuments historiques du tableau de James Tissot *Le cercle de la rue Royale*.

Page 13586 Arrêté du 18 août 1998 modifiant les arrêtés des 22 janvier 1990 et 19 juillet 1995 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours des sommes provenant de la rémunération des services rendus par la direction des Archives de France et la direction de l'administration générale.

Page 13600 Arrêté du 31 juillet 1998 modifiant l'arrêté du 15 octobre 1997 portant composition de la commission nationale créée par l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse.

Page 13600 Arrêté du 28 août 1998 portant nomination au conseil d'administration du Centre national de la danse.

#### JO n° 206 du 6 septembre 1998

Page 13626 Décret n° 98-793 du 4 septembre 1998 instituant une aide à la transmission par fac-similé des quotidiens.

#### JO n° 207 des 7 et 8 septembre 1998

Page 13691 Arrêté du 25 août 1998 portant approbation du compte financier de la bibliothèque publique d'information pour l'exercice 1997.

Page 13691 Arrêté du 25 août 1998 relatif au budget de la bibliothèque publique d'information pour l'exercice 1998.

### Conventions collectives

Page 13697 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Dordogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 13697 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Gironde) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 13697 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Lot-et-Garonne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### JO n° 210 du 11 septembre 1998

Page 13891 Arrêté du 31 août 1998 relatif au budget de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels pour 1998.

Page 13897 Arrêté du 31 juillet 1998 portant admission à la retraite (administration générale) (Mme Colin Odile).

Page 13897 Décision du 1<sup>er</sup> septembre portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 pris en application du décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique.

#### JO n° 211 du 12 septembre 1998

Page 13941 Décret n° 98-812 du 7 septembre 1998 portant abrogation du décret n° 76-364 du 13 avril 1976 relatif au personnel vacataire employé par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Page 13941 Arrêté du 4 septembre 1998 fixant le contingent d'emplois pour 1998 dans la limite duquel est organisé un concours interne réservé d'agents administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes).

Page 13953 Arrêté du 3 septembre 1998 relatif à une situation administrative (administration centrale) (Mme Ahmadi Catherine).

#### JO n° 213 des 14 et 15 septembre 1998

Page 14082 Décision du 4 septembre 1998 portant attribution d'une aide à des quotidiens nationaux

d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires pour l'année 1998.

#### **JO n° 214 du 16 septembre 1998**

##### **Premier ministre**

Page 14111 Circulaire du 14 septembre 1998 relative au développement de la vie associative.

##### **Culture**

Page 14149 Décret du 15 septembre 1998 portant nomination du directeur général de la Bibliothèque nationale de France (M. Stasse François).

Page 14149 Arrêté du 7 août 1998 portant nomination du haut fonctionnaire chargé de la terminologie et de la néologie (M. Weill Georges).

#### **JO n° 215 du 17 septembre 1998**

##### **Emploi et solidarité**

Page 14185 Arrêté du 8 septembre 1998 portant agrément de certaines formations dispensées dans des établissements d'enseignement privé d'art dramatique au titre de l'assurance personnelle à taux de cotisation réduit.

##### **Culture**

Page 14191 Décret n° 98-831 du 15 septembre 1998 modifiant le décret n° 91-1109 du 24 octobre 1991 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de la culture et de la communication.

Page 14191 Arrêté du 7 septembre 1998 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (corps des chargés d'études documentaires).

Page 14191 Arrêté du 15 septembre 1998 relatif à certaines conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de la culture et de la communication.

#### **JO n° 216 du 18 septembre 1998**

Page 14239 Arrêté du 7 septembre 1998 portant transfert à l'Établissement public du musée et du domaine national de Versailles du service des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud.

Page 14239 Arrêté du 10 septembre 1998 portant ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale de 2ème classe au titre de l'année 1998.

Page 14247 Décret du 16 septembre 1998 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Engel Norbert).

#### **JO n° 217 du 19 septembre 1998**

Page 14278 Arrêté du 10 septembre 1998 relatif au budget du Théâtre national de l'Odéon pour 1997.

Page 14278 Arrêtés du 10 septembre 1998 relatif au budget du musée Gustave-Moreau pour l'exercice 1997.

Page 14285 Arrêté du 29 juin 1998 portant inscription à un tableau d'avancement (inspecteurs de la création et des enseignements artistiques) (M. Tronche Jean-Pierre).

Page 14285 Arrêté du 2 septembre 1998 portant promotion (inspecteurs de la création et des enseignements artistiques) (M. Tronche Jean-Pierre).

Page 14285 Arrêté du 11 septembre 1998 relatif à une situation administrative (administration centrale) (Mme Delbeque Mireille).

#### **JO n° 219 des 21 et 22 septembre 1998**

Page 14437 Décret n° 98-840 du 21 septembre 1998 portant création d'une direction de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture et de la communication.

Page 14437 Décret n° 98-841 du 21 septembre 1998 portant création d'une direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication.

Page 14438 Arrêté du 21 septembre 1998 relatif à l'organisation de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Page 14439 Arrêté du 21 septembre 1998 relatif à l'organisation de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

Page 14440 Arrêté du 21 septembre 1998 portant organisation des services de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Page 14441 Arrêté du 21 septembre 1998 portant organisation des services de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

Page 14470 Arrêté du 10 septembre 1998 portant reconnaissance en vue de l'inscription au tableau régional de d'ordre des architectes (M. Chemetoff Alexandre).

#### **JO n° 221 du 24 septembre 1998**

##### **Emploi et solidarité**

Page 14568 Arrêté du 10 septembre 1998 portant approbation de modifications apportées aux statuts du régime invalidité-décès de la section professionnelle des architectes, agréés en architecture, ingénieurs, techniciens, experts et conseils.

##### **Culture**

Page 14574 Arrêté du 14 septembre 1998 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition Gustave Moreau).

Page 14584 Décret du 23 septembre 1998 portant nomination du directeur de l'architecture et du patrimoine (M. Barré François).

Page 14584 Décret du 23 septembre 1998 portant nomination du directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles (M. Wallon Dominique).

**JO n° 222 du 25 septembre 1998**

Page 14653 Arrêté du 14 septembre 1998 portant approbation du compte de résultats du Théâtre national de Strasbourg pour l'exercice 1997.

Page 14653 Arrêté du 14 septembre 1998 portant approbation du bilan du Théâtre national de Strasbourg pour l'exercice 1997.

Page 14653 Arrêté du 14 septembre 1998 portant approbation du compte financier du musée Gustave-Moreau pour l'exercice 1996.

Page 14653 Arrêté du 14 septembre 1998 relatif au budget du musée Gustave-Moreau pour l'exercice 1998.

Page 14669 Décret du 23 septembre 1998 portant nomination du président de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (M. Auclair Alain).

Page 14669 Arrêté du 16 septembre 1998 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (M. Engel Norbert).

Page 14670 Décision du 16 septembre 1998 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la distribution d'œuvres cinématographiques de longue durée de qualité, d'origine française ou étrangère.

**JO n° 223 du 26 septembre 1998**

Page 14713 Décret du 23 septembre 1998 portant nomination du président de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (M. Auclair Alain) (rectificatif).

**JO n° 224 du 27 septembre 1998**

Page 14752 Décision du 22 septembre 1998 portant nomination à la commission compétente pour l'octroi de dérogations au délai prévu pour l'exploitation des œuvres cinématographiques sous forme de supports destinés à la vente ou à la location pour l'usage privé ou public.

**JO n° 226 du 30 septembre 1998**

Page 14843 Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture.

Page 14851 Décret du 28 septembre 1998 portant nomination du directeur général du Centre national de la danse (M. Sala Michel).

Page 14851 Décret du 21 septembre 1998 portant nomination à la Commission de classification des œuvres cinématographiques (Mme Édeline Marie-Hélène).

**OCTOBRE****JO n° 227 du 1<sup>er</sup> octobre 1998**

Page 14892 Décret n° 98-877 du 29 septembre 1998 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades

et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Page 14893 Décret n° 98-878 du 29 septembre 1998 relatif au corps des ingénieurs d'études du ministère chargé de la culture et modifiant le décret n° 91-486 du 14 mai 1991 portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux.

Page 14894 Arrêté du 29 septembre 1998 modifiant l'arrêté du 20 novembre 1991 fixant l'échelonnement indiciaire des corps de fonctionnaires de recherche.

Page 14903 Arrêté du 18 septembre 1998 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Hénocq Michel).

**JO n° 228 du 2 octobre 1998**

Page 14944 Décret du 1<sup>er</sup> octobre 1998 portant délégation de signature (M. Wallon Dominique).

Page 14944 Arrêté du 23 septembre 1998 portant délégation de signature (M. Wallon Dominique).

Page 14944 Arrêté du 24 septembre 1998 modifiant l'arrêté du 21 juillet 1998 fixant la répartition géographique des postes d'adjoint administratif des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication, spécialité Administration et dactylographie, offerts au recrutement par concours externe interministériel au titre de l'année 1998.

Page 14950 Arrêté du 31 juillet 1998 portant reconnaissance de la qualification d'architecte et autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Self Ronnie L.).

**JO n° 229 du 3 octobre 1998**

Page 15026 Arrêté du 23 septembre 1998 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel prêté à l'État français (exposition *Lorenzo Lotto*).

Page 15026 Arrêté du 24 septembre 1998 portant approbation du compte financier de l'École nationale du patrimoine pour l'exercice 1997.

Page 15026 Arrêté du 24 septembre 1998 portant approbation du compte financier de la Bibliothèque nationale de France pour l'exercice 1997.

Page 15034 Arrêté du 24 septembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure des beaux-arts (M. Tolosa José Luis).

**JO n° 230 du 4 octobre 1998****Économie, finances et industrie**

Page 15068 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur 1998 (culture et communication p.15071).

**JO n° 232 du 7 octobre 1998**

Page 15199 Arrêté du 23 septembre 1998 portant approbation de dispositions statutaires (application

de l'article 14 [5<sup>e</sup>] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985) (association École nationale de la photographie).

#### **Emploi et solidarité**

Page 15202 Arrêté du 25 septembre 1998 portant nomination à la commission de gestion de la caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris (M. Seban Alain).

#### **Culture**

Page 15205 Arrêté du 31 août 1998 portant agrément de techniciens-conseils pour les orgues protégés.

Page 15205 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### **JO n° 233 du 8 octobre 1998**

##### **Éducation nationale, recherche et technologie**

Page 15254 Listes des élèves de l'École spéciale d'architecture ayant obtenu à la 1<sup>ère</sup> et à la 2<sup>ème</sup> session de 1997 le diplôme d'architecte de cet établissement.

#### **JO n° 234 du 9 octobre 1998**

Page 15307 Décret n° 98-897 du 8 octobre 1998 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Page 15308 Décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Page 15314 Arrêté du 8 octobre 1998 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

#### **Fonction publique**

Page 15314 Arrêté du 22 septembre 1998 fixant au titre de l'année 1998 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'architectes et d'urbanistes-élèves de l'État et à l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

#### **Culture**

Page 15319 Arrêté du 30 septembre 1998 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Lefebvre Dominique).

Page 15319 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1998 portant nomination à la commission prévue à l'article 3 du décret n° 77-361 du 28 mars 1977 relatif aux conditions d'octroi du soutien financier de l'État aux industries techniques de la cinématographie et à l'article 4 du décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle.

#### **JO n° 235 du 10 octobre 1998**

Page 15360 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1998 portant nomination (chefs de service départementaux de

l'architecture et du patrimoine).

Page 15360 Arrêté du 2 octobre 1998 portant nomination de maîtres d'art.

#### **JO n° 237 des 12 et 13 octobre 1998**

##### **Économie, finances et industrie**

Page 15478 Arrêtés du 2 octobre 1998 portant répartition de crédits (culture et communication p. 15479 et 15481).

#### **Culture**

Décret du 5 octobre 1998 portant nomination d'un directeur d'école d'architecture (M. Lion Yves).

#### **JO n° 238 du 14 octobre 1998**

##### **Conventions collectives**

Page 15555 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1998 portant extension d'un accord concernant les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 239 du 15 octobre 1998**

Page 15607 Arrêté du 5 août 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 15607 Arrêté du 13 août 1998 portant approbation du compte financier pour 1997 de l'école d'architecture de Nantes.

Page 15607 Arrêté du 3 septembre 1998 portant approbation du compte financier pour 1997 de l'école d'architecture de Saint-Étienne.

Page 15607 Arrêté du 24 septembre 1998 relatif au budget de l'École nationale du patrimoine pour l'exercice 1998.

Page 15607 Arrêté du 25 septembre 1998 relatif au budget du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exercice 1996.

Page 15607 Arrêté du 25 septembre 1998 relatif au budget du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exercice 1997.

Page 15607 Arrêté du 25 septembre 1998 relatif au budget du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exercice 1998.

Page 15615 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1998 portant détachement (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Berthod Michel).

#### **JO n° 241 du 17 octobre 1998**

Page 15730 Arrêté du 7 octobre 1998 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Cloulas Ivan).

#### **JO n° 242 du 18 octobre 1998**

Page 15811 Arrêté du 8 octobre 1998 relatif à l'insaisissabilité des biens culturels prêtés pour une exposition (exposition *Giambattista Tiepolo*).

Page 15811 Arrêté du 9 octobre 1998 relatif à



l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

**JO n° 243 des 18 et 19 octobre 1998**

Page 15893 Décret du 19 octobre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M. Polaillon Arnaud ).

**JO n° 244 du 21 octobre 1998**

Page 15952 Arrêté du 8 octobre 1998 modifiant l'arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1998 relative à l'enseignement de la danse portant composition de la commission nationale prévue audit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse.

Page 15953 Arrêté du 8 octobre 1998 modifiant l'arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1998 relative à l'enseignement de la danse portant composition de la commission nationale prévue audit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme de professeur de danse.

Page 15953 Arrêté du 12 octobre 1998 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des assistants ingénieurs de la mission de la recherche du ministère chargé de la culture.

**JO n° 245 du 22 octobre 1998**

Page 16017 Arrêtés du 8 octobre 1998 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 16025 Décret du 20 octobre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la société Télévision du savoir, de la formation et de l'emploi (Mme Denis-Linton Martine).

**Conventions collectives**

Page 16031 Arrêté du 13 octobre 1998 portant élargissement d'un accord départemental (Lot-et-Garonne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 246 du 23 octobre 1998**

Page 16079 Arrêté du 16 septembre 1998 portant mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé (ville de Bayeux).

Page 16088 Arrêté du 18 août 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Page 16088 Arrêté du 21 septembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Page 16088 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**JO n° 247 du 24 octobre 1998**

Page 16138 Arrêté du 20 octobre 1998 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Mayer René-Jacques).

**Conventions collectives**

Page 16141 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 16142 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Landes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

**JO n° 249 des 26 et 27 octobre 1998**

Page 16248 Arrêté du 19 octobre 1998 portant nomination du suppléant du commissaire du Gouvernement auprès de la Commission nationale d'équipement commercial siégeant en matière cinématographique (Mme Cochard Anne).

**JO n° 250 du 28 octobre 1998**

**Conventions collectives**

Page 16307 Avis relatif à l'élargissement d'un accord concernant les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 251 du 29 octobre 1998**

Page 16362 Arrêté du 19 octobre 1998 portant approbation du bilan du Théâtre national de l'Odéon pour l'exercice 1997.

Page 16362 Arrêté du 19 octobre 1998 portant approbation du compte de résultat du Théâtre national de l'Odéon pour l'exercice 1997.

Page 16365 Décret du 22 octobre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la société Télévision du savoir, de la formation et de l'emploi (M. Haas Jérôme).

Page 16365 Décret du 22 octobre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme France 3 (M. Haas Jérôme).

Page 16365 Arrêté du 2 juillet 1997 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Milhau Denis).

**JO n° 252 du 30 octobre 1998**

Page 16400 Arrêté du 22 octobre 1998 portant délégation de signature (M. Barré François).

Page 16400 Arrêté du 22 octobre 1998 fixant au titre de l'année 1998 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'adjoints techniques de 2<sup>ème</sup> classe d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

**JO n° 253 du 31 octobre 1998**

Page 16474 Arrêté du 21 septembre 1998 portant nomination du conseil d'administration de l'école

d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 16475 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO n° 36 du 7 septembre 1998

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur l'adaptation de la législation française à l'application de l'article 4 de la directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997, modifiant la directive 89/552/CEE du Conseil du 3 octobre 1989 visant à la coordination des réglementations des États membres relatives à l'exercice de la radiodiffusion télévisuelle, qui prévoit l'adoption de quotas de diffusion d'œuvres européennes, et sur la part de temps d'antenne actuellement consacrée par la télévision française à ces œuvres.

(Question n° 13565-27.04.1998).

- MM. Hubert Grimault, Jean-Michel Marchand, Dominique Dupilet et André Aschieri sur les mesures envisagées pour développer le sous-titrage afin d'améliorer l'accès de nos concitoyens sourds à l'outil télévisuel sur les chaînes de télévision de service public.

(Questions n° 16308-29.06.1998 ; 16946-13.07.1998 ; 17235-20.07.1998 ; 17265-20.07.1998 ).

- M. Léonce Deprez sur les conditions du désaveu de la politique culturelle du directeur des Archives de France, en poste depuis 1994, et sur les perspectives de l'action ministérielle à l'égard des Archives de France, depuis son remplacement.

(Question n° 17354-27.07.1998).

- Mme Paulette Guinchard-Kunstler sur l'intention de la ministre de modifier les règles de répartition, découlant du décret n° 86-424 du 12 mars 1986, de la seconde part du concours particulier de l'État pour les dépenses d'équipement des bibliothèques municipales, et sur l'évolution dans les années à venir du montant global de ces crédits.

(Question n° 17616-24.07.1998).

#### JO n° 37 du 14 septembre 1998

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur la position de la France, dénoncée à la conférence de Birmingham comme purement défensive au regard de la politique européenne des quotas audiovisuels, et sur ses

effets sur l'industrie européenne audiovisuelle.

(Question n° 13528-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur les moyens que le Gouvernement entend mettre en place pour assurer la protection, recommandée par la Commission européenne, des mineurs et de la dignité humaine à la télévision face à la multiplication des opérateurs, et particulièrement des service de paiement à la séance, obstacle à la détermination des responsabilités lors de la diffusion de programmes litigieux.

(Question n° 13559-27.04.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'articulation des compétences, en matière d'audiovisuel extérieur, des ministres des affaires étrangères et de la culture, les nouvelles orientations de l'action audiovisuelle extérieure de la France ayant été définies par le ministre des affaires étrangères, et sur les moyens accordés par l'État pour la mise en œuvre de cette politique.

(Question n° 14394-18.05.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur les conclusions de la consultation récente concernant la stratégie de l'audiovisuel public à moyen terme (3 à 5 ans) et sur la réforme du financement pluriannuel des chaînes publiques.

(Question n° 15457-08.06.1998).

- M. Pierre Lellouche sur les pesanteurs et le coût de l'application du décret n° 90-277 du 28 mars 1990, relatif à la protection des travailleurs en milieu hyperbare, aux fouilleurs bénévoles sous-marins, et sur les dispositions qui permettraient d'adapter la législation à leurs besoins afin de dynamiser l'archéologie sous-marine.

(Question n° 15501-15.06.1998).

- M. Marcel Dehoux sur le recensement et la taxation par la SACEM des diverses sonorisations des établissements d'enseignement public non assujettis à la TVA.

(Question n° 15981-22.06.1998).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la part de crédits allouée par l'État et par les villes dans le budget de chacune des écoles des beaux-arts de province, afin de comparer leur financement avec celui de l'école de Metz.

(Question n° 16251-29.06.1998).

- M. Jean-Claude Lenoir sur la possibilité de décaler en fin de semaine la fête de la musique du 21 juin dans les communes rurales afin de leur en faciliter l'organisation.

(Question n° 16445-06.07.1998).

- MM. Georges Sarre et Daniel Boisserie sur les mesures envisagées pour protéger notre législation en faveur du livre d'une déréglementation à visée ultralibérale après la critique de la politique du prix unique du livre en France par M. Karel Van Miert, Commissaire européen à la concurrence, dans une interview au *Monde*.

(Question n° 16656-06.07.1998 ; 17911-03.08.1998).

- M. François Rochebloine sur l'opportunité de créer, en réponse au souhait des professionnels et d'élus, dans le cadre de la loi sur l'audiovisuel annoncée, un label de qualité en faveur des radios associatives de découverte.

(Question n° 17702-27.07.1998).

- M. Edouard Landrain sur l'intention du Gouvernement, devant le coût croissant des droits de retransmissions télévisées des coupes du monde de football, de placer, à l'exemple de la Grande-Bretagne, ces matchs sur la liste des épreuves protégées, afin d'éviter que la majorité de ces spectacles populaires soit réservée aux abonnés des chaînes à péage.

(Question n° 18018-03.08.1998).

### **JO n° 38 du 21 septembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean-François Chossy sur l'état d'avancement du projet de loi relatif à la réforme des conditions d'exercice de l'archéologie préventive annoncé le 8 décembre 1997 par la ministre pour le premier semestre 1998.

(Question n° 16363-29.06.1998).

- MM. André Gerin et Michel Bouvard sur les dispositions qu'entend prendre le Gouvernement en faveur des DRAC, et particulièrement de la DRAC Rhône-Alpes pénalisée par sa grande étendue, qui manquent de personnel et de crédits pour accomplir les missions de l'État dévolues aux régions depuis la déconcentration, notamment dans le domaine de l'architecture et de la gestion des secteurs sauvegardés.

(Questions n° 17342-27.07.1998 ; 17751-03.08.1998).

### **JO n° 39 du 28 septembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur le projet de privatisation de RMC, occasion de s'interroger sur l'étendue des pouvoirs du CSA en matière de régulation économique des entreprises du secteur audiovisuel.

(Question n° 11818-23.03.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur les mesures préconisées

pour inverser la tendance au déficit, depuis 1995, de la balance commerciale des programmes audiovisuels entre l'Europe et les États-Unis révélée par les conclusions du rapport de l'Observatoire audiovisuel européen.

(Question n° 13432-27.04.1998).

- M. Philippe Duron sur les perspectives des radios associatives qui, depuis la multiplication des radios commerciales, ont su trouver un créneau et une identité propre, en s'impliquant dans la découverte de talents et la vie de quartier, et qui ont désormais besoin d'un statut.

(Question n° 14125-11.05.1998).

- Mme Sylvie Andrieux sur les mesures envisagées pour préserver l'usage et l'apprentissage de la langue française des méfaits des messages publicitaires usant d'une graphie purement phonétique aux dépens de l'orthographe.

(Question n° 15032-01.06.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur le bien fondé de la critique des producteurs de films de l'UPF à l'encontre de France 2 de bloquer les investissements obligatoires dans le cinéma des chaînes en clair au profit d'intérêts industriels sortant du cadre réglementaire de la contribution à la production cinématographique.

(Question n° 15678-15.06.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'utilité, en prévision de la future loi sur l'audiovisuel, de préciser la notion de marché pertinent appliquée au secteur de l'audiovisuel, évoquée par la ministre en réponse à une question parlementaire.

(Question n° 16703-06.07.1998).

- MM. Jacques Blanc, Dominique Bussereau et Christian Cuvilliez sur la position que défendront les pouvoirs publics lors de la négociation du 2<sup>ème</sup> plan de modernisation du réseau professionnel des diffuseurs de presse, notamment en matière de rémunération.

(Questions n° 16825-13.07.1998 ; 17533-27.07.1998 ; 17623-07.07.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'articulation des pouvoirs du CSA et du Conseil de la concurrence dans le futur projet de loi sur l'audiovisuel, suite à deux déclarations de la ministre paraissant contradictoires.

(Question n° 17127-20.07.1998).

### **JO n° 40 du 5 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Gérard Bapt sur le moyen de remédier au préjudice subi par les possesseurs de postes de télévision en couleur antérieurs à 1978 qui reçoivent Arte en noir et blanc depuis certaines modifications techniques d'émission.

(Question n° 12988-13.4.1998).

- M. Georges Sarre sur l'intention de remédier à

la pénurie de gardiens qui ne permet d'ouvrir qu'épisodiquement le Musée de l'Histoire de France qui occupe la moitié des surfaces visitables du château de Versailles.

(Question n° 13732-04.05.1998).

- MM. Patrice Martin-Lalande et Jean-Claude Boulard sur l'intention de la SACEM, en référence à une jurisprudence de la Cour de cassation dite arrêt «CNN», d'assujettir à une redevance supplémentaire les postes de télévision des chambres d'hôtel.

(Question n° 16475-06.07.1998).

- M. Léonce Deprez sur le coût annuel de fonctionnement des quatre grands ensembles culturels parisiens : Bibliothèque nationale de France, Louvre, Opéra et Centre Pompidou.

(Question n° 18279-17.08.1998).

- M. Léonce Deprez sur le montant des subventions accordées par le ministère de la culture au titre des années 1995, 1996 et 1997 aux associations suivantes : Unifrance film, le Théâtre contemporain de la danse (TCD), le Centre français du théâtre (CFT), l'Institut de recherche de la musique actuelle (IRMA), le Centre de documentation de la musique contemporaine (CDMC), Hors les murs.

(Question n° 18285-17.08.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la politique arrêtée en matière de télévision locale, plus précisément quant aux décrochages locaux et à l'adaptation de la réglementation en matière de publicité.

(Question n° 18510-24.08.1998).

- M. François Sauvadet sur la position, à l'occasion du second plan de modernisation des NMPP, que défendront les pouvoirs publics qui participent au financement du dispositif, afin de favoriser un partage plus équitable des gains entre éditeurs et diffuseurs.

(Question n° 18613-31.08.1998).

#### **JO n° 41 du 12 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Philippe Auberger sur les conditions et obligations d'assurance des bâtiments classés d'une commune lors des manifestations culturelles qui y sont organisées, notamment par les municipalités déjà assurées dans le cadre général pour l'organisation de manifestations culturelles.

(Question n° 14399-18.05.1998).

- M. Jean Charroppin sur l'opportunité d'accorder plus de place à l'utilisation du bois dans les programmes des écoles d'architecture, pour éviter que leurs diplômés aient à acquérir cette spécialité à l'étranger.

(Question n° 16293-29.06.1998).

- M. Alain Juppé sur une difficulté introduite dans le code des marchés publics en matière de dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre lors de la modification de

l'article 279-I par le décret 98-111 du 27 février 1998, transposant la «directive services», qui impose au jury de se prononcer sur des projets présentés anonymement, alors que l'article 302 prévoit l'audition des candidats.

(Question n° 16737-06.07.1998).

- M. Alfred Recours et Mme Laurence Dumont sur le risque encouru par nos bibliothèques en cas de modification de la directive européenne du 19 novembre 1992 entraînant l'annulation de la possibilité d'exemption du "droit de prêt".

(Questions n° 17519-27.07.1998 ; 18884-07.09.1998).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la formation supérieure initiale habituelle des directeurs des Archives nationales.

(Question n° 18362-17.08.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'opportunité d'expérimenter la suggestion du 9<sup>ème</sup> rapport annuel du CSA, d'imposer un service "antenne" minimum à coût bas aux cablo-opérateurs, afin de leur permettre d'être concurrentiels face aux antennes paraboliques.

(Question n° 18505-24.08.1998).

#### **JO n° 42 du 19 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Henry Chabert sur le moyen de corriger le déséquilibre existant dans la répartition du budget du ministère de la culture entre Paris et ses grands équipements culturels, et la province.

(Question n° 17129-20.07.1998).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les effectifs et les budgets comparés des écoles des beaux-arts de Metz et de Nancy en 1997, sur la disparité des subventions de l'État accordées à ces écoles et sur l'opportunité d'une plus grande participation de la région à leur financement afin de soulager les budgets des villes.

(Question n° 17561-27.07.1998).

- M. Léonce Deprez sur le délai de publication du décret ayant pour objet d'harmoniser la présentation de documents comptables relatifs aux sociétés civiles de perception et répartition de droits en matière de propriété intellectuelle.

(Question n° 17895-03.08.1998).

- MM. Dominique Paillé et Édouard Landrain sur les conséquences pour les hôteliers du projet de la SACEM d'assujettir à une redevance supplémentaire les postes de télévision des chambres d'hôtel, en référence à une jurisprudence de la Cour de cassation dite arrêt "CNN" assimilant ce service à une activité commerciale.

(Question n° 18151-10.08.1998 ; 18177-10.08.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'état actuel du dossier de "la modernisation des instruments d'action publique", un des trois axes du programme du commissariat au Plan présenté dans *La lettre politique et parlementaire* - 7 avril 1998, et particulièrement, sur «l'impact des

nouvelles technologies de l'information sur le fonctionnement de l'État», et sur le rôle de l'État dans le secteur audiovisuel.

(Question n° 18189-10.08.1998).

- Mme Nicole Feidt sur les mesures budgétaires retenues pour 1999 afin de remédier à la situation de la DRAC de Lorraine qui doit conjuguer une lourde augmentation de ses tâches, induites par la déconcentration, avec une diminution de 30 % de ses effectifs.

(Question n° 18744-07.09.1998).

- MM. Dominique Dupilet et Jean Briane sur l'intention de la ministre, dans le cadre des négociations du second plan de modernisation des NMPP, d'assurer à la filière professionnelle des diffuseurs de presse une gestion saine et équitable.

(Questions n° 19046-14.09.1998 ; 19075-14.09.1998).

- M. Dominique Dupilet sur le projet de taxation par la SACEM des postes de télévision dans les hôtels au titre de la propriété intellectuelle.

(Question n° 19047-14.09.1998).

#### **JO n° 42 du 19 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Michel Hunault sur l'intention du Gouvernement de favoriser l'initiative du pianiste-compositeur Michel Petrucciani de créer une école internationale de jazz en France.

(Question n° 15777-22.06.1998).

- M. Olivier de Chazeau sur la nécessité de clarifier le régime juridique des droits d'auteurs applicable aux œuvres, écrites et/ou audiovisuelles, des journalistes diffusées sur Internet.

(Question n° 15933-22.06.1998).

- M. Jean-Jacques Guillet sur le dispositif qui permettrait de remédier aux difficultés d'emploi des professeurs de musique titulaires du diplôme traditionnel de la FNCMR depuis la création du diplôme universitaire de musicien intervenant (DUMI).

(Question n° 16655-06.07.1998).

- Mme Odette Grzegzalka sur le refus du ministère de la culture de participer au financement des activités de l'Union nationale des jeunes musiques de France.

(Question n° 16917-13.07.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'estimation du coût de l'achèvement des opérations de prestige lancées par les précédents ministres de la culture.

(Question n° 18278-17.08.1998).

- M. Michel Hunault sur la possibilité d'inscrire sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, afin de le protéger, le monument élevé au Pas du Houx à la mémoire du maquis de Saffré (44390).

(Question n° 18342-17.08.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'intention de la ministre de promouvoir, complémentirement au ministère de

l'éducation nationale, des initiatives à caractère culturel en faveur des sourds et du langage des signes.

(Question n° 18430-17.08.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'accueil réservé à la proposition du CSA d'un réaménagement du cadre juridique touchant à l'installation de moyens de réception télévisuelle (cable, antennes collectives) afin d'en corriger les inconvénients actuels.

(Question n° 18464-24.08.1998)

#### **SÉNAT**

#### **JO n° 36 du 10 septembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Alex Türk sur l'existence, et sur les actions, du haut comité des enseignements artistiques présidé conjointement par les ministres de la culture et de l'éducation nationale dont la création était prévue par l'article 15 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988.

(Question n° 7631-16.04.1998).

- M. René Trégouët sur la nécessité de préserver le principe fondamental de gratuité des prêts et de toutes consultations dans les bibliothèques publiques, y compris pour les documents numériques consultables en ligne, qui relèvent de la directive européenne devant entrer en vigueur en septembre 1998.

(Question n° 8719-04.06.1998).

#### **JO n° 37 du 17 septembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Georges Gruillot sur les modalités qui permettront d'associer les collectivités locales aux travaux de la commission interministérielle éducation/culture dont la création est évoquée dans le n° 26 de *La lettre d'information* du ministère de la culture.

(Question n° 8036-07.05.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre de retenir la proposition, faite à la page I-22, sixième alinéa, de l'avis du Conseil économique et social (séance des 27-28 janvier 1998) intitulé : *L'impact et l'apport des événements culturels dans le développement local et régional*, qu'il y ait «une plus grande coopération des organisateurs d'événements intervenant dans un même domaine (jazz, musique baroque, etc.)».

(Question n° 8477-21.05.1998).

- M. Georges Gruillot sur les mesures de promotion de la lecture et de l'écriture que la ministre entend énoncer en concertation avec son collègue de l'enseignement, afin de permettre à tous les enfants arrivant en sixième de maîtriser ces deux pratiques.

(Question n° 9260-25.06.1998).

- M. Jean Clouet sur la possibilité de décaler, à la fin de semaine la plus proche du 21 juin, la fête de la musique afin d'en faciliter l'organisation.

(Question n° 9564-09.07.1998).

- M. Jean-Jacques Hyest sur les besoins en dotation de la DRAC d'Île-de-France, aggravés par les missions déconcentrées qui viennent accroître ses difficultés habituelles de fonctionnement.

(Question n° 9582-09.07.1998).

- Mme Danièle Pourtaud sur le risque de disparition du «Petit-Odéon» et sur la nécessité de conserver à Paris une des rares salles consacrées au théâtre expérimental.

(Question n° 9605-09.07.1998).

- M. Edmond Lauret sur les conséquences de l'abaissement du seuil d'intervention des architectes à 170 m<sup>2</sup> pour le dépôt d'un permis de construire, qui pénalise les entreprises artisanales de construction.

(Question n° 9833-23.07.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan pour le premier semestre 1998 du programme «Culture à l'hôpital» suite à l'action renforcée décidée le 31 mars 1998 et annoncée par la *Lettre du Gouvernement* (n° 44 - 30 avril 1998).

(Question n° 10162-06.08.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le moyen de remédier à la situation du Conseil national des arts culinaires (CNAC) dénoncé par un article du *Figaro-Économie* (17 juin 1998, p. IV B) comme un lieu de gaspillage de fonds publics.

(Question n° 10163-06.08.1998).

#### **JO n° 38 du 24 septembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre d'abonder dans le sens de la proposition, faite par le maire d'Orléans en faveur des quartiers en difficulté dans son rapport du 13 février 1998 à la ministre de l'emploi et de la solidarité intitulé «*Demain la Ville*» (p. 207, 9<sup>ème</sup> alinéa), de «doter tous les quartiers d'équipements de proximité favorisant les pratiques culturelles».

(Question n° 8469-21.05.1998).

- MM. Claude Huriet, Bernard Fournier et Michel Moreigne sur l'intention du Gouvernement d'infléchir le 2<sup>ème</sup> plan de réforme des NMPP dans le sens d'une répartition plus équitable des gains de productivité entre éditeurs et diffuseurs de presse, et de rapprocher ainsi le statut financier des diffuseurs français de celui de leurs collègues européens.

(Questions n° 9499-02.07.1998 ; 9584-09.07.1998 ; 10214-06.08.1998).

#### **JO n° 39 du 1er octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Alain Gérard sur les moyens qui permettraient au Gouvernement de lever les obstacles constitutionnels à la ratification de la Charte européenne des langues régionales.

(Question n° 9727-16.07.1998).

- M. Michel Moreigne sur les modalités de la mise en œuvre de la numérisation des collections des bibliothèques municipales prévue pour le début de 1999, particulièrement en Limousin.

(Question n° 10002-30.07.1998).

#### **JO n° 40 du 8 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Gérard César sur la non publication, à ce jour, des décrets d'application de la loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champs de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés.

(Question n° 8690-28.05.1998).

- MM. Charles-Henri de Cossé-Brissac et Gérard Miquel sur le bien fondé de l'intention de la SACEM d'assujettir à une redevance supplémentaire les postes de télévision des chambres d'hôtel, en référence à une jurisprudence de la Cour de cassation dite arrêt «CNN».

(Questions n° 9659-16.07.1998 ; 9927-30.07.1998).

- M. Guy Fischer sur les dispositions budgétaires qui permettraient à la DRAC Rhône-Alpes de disposer des moyens de faire face à l'accroissement de ses missions de service public depuis la déconcentration.

(Question n° 9889-30.07.1998).

#### **JO n° 41 du 15 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Marie Rausch sur les contraintes et interdictions opposées par les architectes des Bâtiments de France, en référence à la loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champs de visibilité des édifices classés ou inscrits, aux communes qui, à l'exemple de Metz (Eglise St-Simon-St-Jude, Place de France), tentent d'appliquer le décret 94-86 du 26 janvier 1994 relatif à l'accessibilité de locaux publics aux personnes handicapées.

(Question n° 7662-16.04.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la nécessité, soulignée par l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur, que les architectes soient mieux formés «au contexte de l'outre-mer».

(Question n° 8289-14.05.1998).

- MM. Bertrand Delanoë, Serge Lagache et Mme Danièle Pourtaud sur la politique de sauvegarde, de conservation, et d'adaptation aux impératifs actuels de fonctionnement des grands salons internationaux, du Grand Palais, sur le budget affecté à ces travaux pour 1999, et sur la participation de la ville de Paris aux décisions et à leur financement.

(Questions n° 9409-25.06.1998 ; 9410-25.06.1998 ; 9416-25.06.1998).

- M. Marcel Vidal sur l'opportunité, eu égard à

l'évolution du sens du mot «site», de modifier la dénomination de la Caisse des monuments historiques et des sites.

(Question n° 9690-16.07.1998).

- Mme Gisèle Printz sur les mesures qui seront prises en faveur de la DRAC de Lorraine pour lui permettre de faire front à l'augmentation de ses tâches liées à la déconcentration alors qu'il lui manque 30% de ses effectifs.

(Question n° 9925-30.07.1998).

- M. Philippe Richert sur le nombre de conventions, en vigueur en 1998, relatives aux SCI propriétaires de monuments historiques bénéficiaires des dispositions de fiscalité successorale prévues par la loi n° 94-679 du 8 août 1994.

(Question n° 10446-27.08.1998).

- M. Ambroise Dupont sur les efforts qui seront fait afin d'assurer la continuité de l'exonération du droit de prêt pour les bibliothèques publiques, menacées par la révision en cours de la directive européenne 92/100/CEE du 19 novembre 1992.

(Question n° 10565-10.09.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction de la ministre à un article du *Figaro économie* du 3 septembre 1998 intitulé «Livres : vers le prêt payant en bibliothèque» qui mentionne la perception possible par établissement d'un montant forfaitaire de 10 à 20 francs par lecteur.

(Question n° 10822-17.09.1998).

#### **JO n° 42 du 22 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Georges Gruillot sur le montant des crédits affectés à l'achat d'œuvres d'art et sur les priorités assignées aux acquisitions de l'État.

(Questions n° 6462-26.02.1998 ; 10262-20.08.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la fête de la musique du 21 juin 1998, notamment dans le département du Rhône.

(Question n° 10161-06.08.1998).

- M. Serge Mathieu sur les perspectives et les échéances de la publication d'un décret visant à harmoniser la présentation de documents comptables des sociétés civiles visées par le titre II et le livre III du code de la

propriété intellectuelle.

(Question n° 10412-20.08.1998).

- M. Serge Mathieu sur l'état actuel du dossier de "la modernisation des instruments d'action publique", un des trois axes du programme du commissariat au Plan présenté dans *La lettre politique et parlementaire* - 7 avril 1998, et particulièrement, sur «l'impact des nouvelles technologies de l'information sur le fonctionnement de l'État», et sur le rôle de l'État dans le secteur audiovisuel.

(Question n° 10414-20.08.1998).

- M. Serge Mathieu sur les conditions du désaveu de l'action culturelle du directeur des Archives de France et de son «limogeage».

(Question n° 10598-10.09.1998).

#### **JO n° 43 du 29 octobre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre d'inciter la presse à «créer des rubriques "normes et brevets" dans les journaux et services, professionnels et grand public», comme le suggère l'avis du Conseil économique et social du 27 mai 1998.

(Question n° 10040-30.07.1998).

- M. Georges Gruillot sur l'incidence sur le droit français de la propriété intellectuelle des deux traités de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle adoptés le 20 décembre 1996 relatifs au droit d'auteur et aux interprétations et exécutions de œuvres.

(Question n° 10249-20.08.1998).

- M. Serge Mathieu sur l'intention de la ministre de promouvoir, complémentairement au ministère de l'éducation nationale, des initiatives à caractère culturel en faveur des sourds et du langage des signes.

(Question n° 10599-10.09.1998).

- M. Georges Gruillot sur les conditions et critères d'attribution, et du retrait éventuel, du label de ville d'art et d'histoire.

(Question n° 10711-17.09.1998).

- M. Serge Mathieu sur l'estimation du coût de l'achèvement des opérations de prestige lancées par les précédents ministres de la culture.

(Question n° 10723-17.09.1998).

## Divers

### Déroptions aux délais vidéo

#### Décision du 29 septembre 1998 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérégation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

- LE BAR DES AMANTS.....	15 octobre 1998	(INJAM PRODUCTION)
- L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP... PEU.....	1 <sup>er</sup> décembre 1998	(WARNER HOME VIDÉO)
- LE MYSTERE DES FÉES.....	1 <sup>er</sup> décembre 1998	(WARNER HOME VIDÉO)
- SECRETS.....	2 décembre 1998	(POLYGRAM VIDÉO)
- LE FESTIN CHINOIS.....	23 septembre 1998	(SIDONIS PRODUCTIONS)
- LE ROI DES MASQUES.....	8 octobre 1998	(IDE International Distribution Electronic)
- LA LEÇON DE TANGO.....	8 octobre 1998	(ID DISTRIBUTION)
- LA MORT DU CHINOIS .....	24 octobre 1998	(FRANCE TÉLÉVISION DISTRIBUTION)
- DÉJA MORT.....	16 décembre 1998	(LA PETITE REINE)
- ICE STORM.....	30 septembre 1998	(OPENING ÉDITION)
- THE GINGERBREAD MAN.....	5 novembre 1998	(POLYGRAM VIDÉO)
- TARZAN, LA CITÉ PERDUE.....	1 <sup>er</sup> novembre 1998	(M6 INTERACTIONS)
- ÇA RESTE ENTRE NOUS.....	6 octobre 1998	(POLYGRAM VIDÉO)
- POSTMAN.....	4 novembre 1998	(WARNER HOME VIDÉO)
- SERIAL LOVER.....	1 <sup>er</sup> novembre 1998	(LE STUDIO CANAL PLUS)
- JEANNE ET LE GARÇON FORMIDABLE.....	21 octobre 1998	(LE STUDIO CANAL PLUS)
- FIRELIGHT.....	1 <sup>er</sup> décembre 1998	(GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDÉO)
- LE TÉMOIN DU MAL.....	3 novembre 1998	(WARNER HOME VIDÉO)
- WISHMASTER.....	10 décembre 1998	(CTV INTERNATIONAL)
- BIENVENUE A GATTACA.....	1 <sup>er</sup> décembre 1998	(GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDÉO)
- US MARSHALS.....	24 novembre 1998	(WARNER HOME VIDÉO)
- L'HOMME EST UNE FEMME COMME LES AUTRES.....	5 novembre 1998	(POLYGRAM VIDÉO)
- SPHÈRE.....	1 <sup>er</sup> décembre 1998	(WARNER HOME VIDÉO)
- THE BIG LEBOWSKI.....	2 décembre 1998	(POLYGRAM VIDÉO)
- PAPARAZZI.....	29 décembre 1998	(LE STUDIO CANAL PLUS)
- UNE CHANCE SUR DEUX.....	25 novembre 1998	(LES FILMS CHRISTIAN FECHNER)